

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)

580 rue du Champ Rouge
Zac des Vergers
45770 Saran

Références : SD 69/2025 - VAT20250054
Code AIOT : 0010008126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE) implanté ZAC du Champ Rouge 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)
- ZAC du Champ Rouge 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement DERET Champ Rouge est une plateforme logistique relevant du statut SEVESO seuil haut en raison des produits susceptibles d'être stockés (nature et quantités maximales autorisées). L'exploitation est réglementée par des arrêtés ministériels et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 - NATECH
- Risque foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipement en toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 19	Demande d'action corrective	90 jours
5	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 20	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque Natech	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 47	Sans objet
3	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont détaillés dans les fiches à suivre

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque Natech

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 47
Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Confer l'annexe I du présent rapport
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipement en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement toiture
Prescription contrôlée : Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : [...] - la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
Constats : Sur les photographies aériennes, l'inspection constate que la bande incombustible en toiture du bâtiment M semble présenter de fortes dégradations. Sur le terrain, l'inspection monte en toiture du bâtiment M et constate que la bande incombustible est bien présente. Seul le recouvrement par le film d'aluminium présente des points d'arrachement. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection que l'absence du film d'aluminium n'est pas de nature à remettre en cause la propriété A2 s1 d1 des matériaux ou à en accélérer la dégradation. L'inspection n'a pas de remarque sur la hauteur des parois séparatives en toitures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
Constats : <p>Par courriel du 09/07/2024, l'exploitant a transmis les analyses des risques foudre des bâtiments M, L et K de l'établissement Champ Rouge.</p> <p>L'inspection conclut que les ARF couvrent l'ensemble des bâtiments de stockage de l'établissement.</p> <p>Par sondage, l'inspection se concentre sur l'analyse de l'ARF relative au bâtiment M.</p> <p>L'ARF a été réalisée par l'organisme PM EXPERTISES, justifiant d'un numéro QUALIFOUDRE INERIS n°1840175898205.</p> <p>L'ARF a été conduite en novembre 2021. Elle vise qu'elle a été réalisée conformément à la norme NF EN 62 305-2 de 2006.</p> <p>L'inspection note que l'établissement n'a pas subi de modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>A la connaissance de l'inspection, l'étude de dangers n'a pas fait l'objet de révision. L'inspection interroge donc l'exploitant sur la date des ARF, nettement postérieure à la date de construction du site Champ rouge. L'exploitant indique avoir changé de prestataire pour le suivi de ses installations foudre. La révision de l'ARF est une demande du nouveau prestataire.</p> <p>L'inspection s'étonne de la date de réalisation de l'ARF alors que le bâtiment est beaucoup plus ancien et interroge l'exploitant sur d'éventuelles modifications des installations, non identifiées par l'inspection, qui auraient conduit l'exploitant à produire une nouvelle ARF.</p> <p>L'exploitant précise qu'il s'agit d'une initiative hors obligations réglementaires, la prestation antérieure ayant été jugée non satisfaisante.</p> <p>L'ARF conclut « Qu'il est nécessaire d'adopter des mesures de protection directes et indirectes pour réduire le risque. Le risque total R1 est plus grand que le risque tolérable RT.</p> <p>En appliquant un niveau de Protection de niveau I sur le bâtiment et les lignes entrantes, et au</p>

sens de la norme NF EN 62305-2, la structure est protégée. »

L'inspection relève que l'étude de dangers de l'établissement n'a pas été transmise à l'organisme compétent et qu'à défaut la liste des équipements de sécurité retenue concerne :

- Centrale de détection incendie ;
- Centrale de détection gaz ;
- Équipements de sprinklage.

Si l'ARF devait être ré-évaluée, l'exploitant devra veiller à transmettre à l'organisme les documents nécessaires à son analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 19
Thème(s) : Risques accidentels, ETF
Prescription contrôlée : <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
Constats : <p>Par courriel du 09/07/2024, l'exploitant a transmis les études techniques foudre des bâtiments M, L et K de l'établissement Champ Rouge.</p> <p>L'inspection constate que les ETF couvrent l'ensemble des bâtiments de stockage de l'établissement.</p> <p>Par sondage, l'inspection se concentre sur l'analyse de l'ETF relative au bâtiment M.</p> <p>L'ETF a été réalisée par l'organisme Etablissements RENARD, justifiant d'un numéro QUALIFOUDRE INERIS n°061170591027.</p> <p>L'ETF a été conduite en décembre 2021. Elle vise l'ARF traitée au point précédent et en reprend les conclusions. L'ETD a été réalisée conformément à la norme NF EN 62 305-2 de 2006.</p> <p>L'ETF retient les moyens de protection :</p> <ul style="list-style-type: none">• Protection de la structure par 11 paratonnerres à dispositifs d'amorçage ;• Protection de la ligne d'alimentation générale BT par parafoudre(s) Type 1 (ou Type 1+2) sur le réseau d'énergie ;• La protection des EIPS situés à plus de 10m du (ou des) parafoudre(s) Type 1 (ou Type 1+2) par parafoudre(s) coordonné(s) Type 2 (ou Type 3) sur le réseau d'énergie.• Equipotentialité réalisée entre les canalisations métalliques entrantes et le réseau de terre des masses du bâtiment. <p>Par sondage, l'inspection contrôle le respect de certaines dispositions techniques des équipements PDA :</p> <p>L'étude retient que les PDA doivent être positionnés à une hauteur de 5,5m. Ces paratonnerres doivent être testables conformément à la norme NF C 17-102 de septembre 2011 en vigueur, de préférence à distance (c'est-à-dire télétestables) sans démontage, ou équipés d'un indicateur de foudroiement, afin de minimiser les opérations de vérification.</p> <p>L'inspection constate en toiture du bâtiment M que les PDA sont bien présents et positionnés conformément aux conclusions de l'ETF.</p> <p>Au sol, l'inspection constate que les paratonnerres sont tous équipés d'un compteur de foudroiement.</p> <p>Les valeurs de foudroiement suivantes sont relevées :</p>

PDA 1 : 0 ; PDA 2 : 1 ; PDA 3 : 0 ; PDA 4 : 0 ; PDA 5 : 0 ; PDA 6 : 0 ; PDA 7 : 0 ; PDA 8 : 0 ; PDA 9 : 0 ; PDA 10 : 0 ; PDA 11 : 1.

Chacun des onze paratonnerres Nos 1 à 11 sera relié à la terre via deux circuits par les conducteurs méplats en cuivre étamé de type 30x2mm existants réemployés, en bon état de conservation, disposés sur deux façades différentes. Ces conducteurs sont destinés à canaliser le courant de foudre du dispositif de capture vers leur prise de terre respective, leur tracé est le plus rectiligne possible en empruntant le chemin le plus court et en évitant tout coude brusque ou remontée éventuelle supérieure à 40 cm.

Concernant les conducteurs méplats et les lignes de descente à la terre, sur le terrain, l'inspection constate qu'ils respectent les dimensions préconisées. En revanche, il est constaté que les lignes sont fortement déformées. De fait, ces lignes sont en contact direct avec les couvertines de la toiture en de très nombreux points du bâtiment et de fait n'assurent plus leur fonction de conduire l'électricité vers le sol en cas d'impact foudre. De même au sol, il est constaté que la ligne de descente d'un des PDA touche le bardage du bâtiment.

L'exploitant doit procéder à la réparation des conducteurs méplats et des lignes de descente à la terre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 20
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place équipements foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dossier des ouvrages exécutés produit à la suite de la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre. L'exploitant doit transmettre ces éléments à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'installation
Prescription contrôlée : <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : <p>La notice de vérification dans l'ETF prévoit les dispositions suivantes : « Une personne responsable doit être désignée par le chef d'établissement pour répondre aux exigences de l'Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. » Le responsable maintenance a été désigné par Monsieur GRISARD</p> <p>« Une procédure définira les conditions d'action de cette personne qui doit lors de tous travaux sur la structure protégée (ou l'ensemble de structure), ou leur voisinage s'assurer : <input type="checkbox"/> qu'il n'est pas porté préjudice à l'installation de protection foudre ; <input type="checkbox"/> que tous les éléments naturellement conducteurs sont convenablement reliés aux conducteurs de l'installation de protection foudre. » L'exploitant déclare qu'il n'a pas mis en place de procédure spécifique. L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions correctives nécessaires, par exemple sous la forme d'une procédure spécifique ou d'une intégration des enjeux dans le plan de prévention.</p> <p>« D'autre part, la personne responsable devra exécuter un relevé trimestriel des impacts affichés par le compteur de coups de foudre." L'exploitant indique que la mission est confiée au rondier intervenant le 1^{er} week-end du mois. L'opération est exécutée sur l'ensemble du site. Un formulaire électronique a été créé qui enregistre les constats.</p> <p>L'exploitant présente le dernier contrôle effectué le 07/07/2024 à 16h38 Bâtiment K 10 - aucun impact enregistré sur les PDA Bâtiment L - 9 impacts sur le PDA n°2 ; aucun impact sur les autres</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant sur le nombre important d'impacts enregistré sur le PDA n°2 du bâtiment L. L'exploitant indique qu'il n'a pas d'explication sur la concentration des impacts foudre spécifiquement sur cet équipement.</p>

Bâtiment M - 1 impact sur le PDA n° 5 - aucun impact sur les autres

L'inspection relève que sur le terrain, il est apparu un nouvel impact sur le PDA n°11.

L'exploitant indique qu'il n'avait pas identifié d'évènement orageux depuis le contrôle du 07/07/2024. Sur le terrain, l'inspection constate que l'intégrité du PDA n°11 n'est visuellement pas remise en cause.

L'exploitant précise qu'une fois la ronde effectuée, l'agent SIAP a pour consigne de comparer le résultat de sa vérification avec le contrôle antérieur, conservé dans un classeur. Si un nouvel impact est détecté, il doit renseigner qui est envoyé au responsable maintenance qui fait intervenir son prestataire pour une vérification de l'équipement incriminé.

"Elle aura aussi pour mission, après chaque période orageuse :

- ☐ *de réaliser une inspection visuelle de l'état de l'installation (pointes et conducteurs) ;*
 - ☐ *de relever le nombre d'impact affiché sur le compteur de coups de foudre quand il existe ;*
 - ☐ *de s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements sensibles nécessaires à la sécurité.*
- Toutes les remarques devront être mentionnées et décrites dans un carnet de maintenance à tenir à la disposition de la DRIEE/DREAL, y compris les incidents consécutifs à la foudre. »*

A la demande de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de contrôle de la société Socotec du 30/04/2024.

L'inspection constate que l'intervention Socotec se limite aux PDA. Il n'y a pas de vérification des EIPS de l'établissement dans le champ de l'intervention.

L'exploitant doit intégrer la vérification de l'intégrité et du fonctionnement de ses barrières de sécurité à la suite d'un épisode orageux (a minima les centrales de détection incendie, les centrales de détection gaz et les équipements de sprinklage).

L'inspection interroge l'exploitant sur les modalités de surveillance des évènements orageux.

L'exploitant indique qu'il n'a pas de détection sur site.

Une double vigilance humaine est en place à la fois par le personnel de la société de surveillance et par le responsable maintenance.

Par courriel du 09/07/2024, l'exploitant a transmis les dossiers de vérification visuelle de juin 2023 et de vérification complète de juin 2024 pour les bâtiments M, L et K de l'établissement Champ Rouge.

Ces dossiers sont établis par l'organisme Etablissements RENARD. Ils sont produits à la suite de contrôles respectivement réalisés le 6 juin 2023 et le 11 juin 2024. L'inspection conclut donc que la fréquence de contrôle est bien respectée.

Les certificats de conformité sont établis et visent les normes attendues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours